

## CE MONDE QUI BOUGE

## Hugo Chavez et le pouvoir médiatique

Par Hassane Zerrouky



«La vérité a triomphé du mensonge», a déclaré le président Hugo Chavez après qu'une majorité de ses concitoyens eurent voté en faveur de la révision constitutionnelle lui ouvrant la voie pour un troisième mandat. En effet, le «oui» à cette révision a recueilli 54,36% des suffrages exprimés contre 45,63% de non, et l'opposition a admis sa défaite. Cette révision constitutionnelle consacre par la même occasion la laïcité de l'Etat. Cela étant, à quoi faisait allusion le chef de l'Etat vénézuélien en parlant de triomphe de la vérité sur le mensonge? Il faut savoir qu'il avait affaire à une forte opposition politique dont son ex-épouse, Marisabel Rodriguez, qui a rejoint l'ex-parti chaviste, Podemos, et qui a fait campagne contre son ex-mari. Ses attaques contre son-ex-époux, les critiques de l'opposition étaient relayées par les puissants médias du pays. Lesquels ne faisaient pas dans la dentelle, n'hésitant pas à diffuser des mensonges (soutien au terrorisme international) à l'endroit d'Hugo Chavez sans être nullement inquiétés.

Pour avoir une idée de la puissance de ces médias, il faut savoir que sur les 81 chaînes de télévision du pays, 79 sont privées et majoritairement aux mains de l'opposition. Quatre d'entre elles, RCTV qui diffuse par le câble et par satellite, Globovision, Televen et Venevision, contrôlent pratiquement l'espace médiatique. De ce fait, le «non» à la révision constitutionnelle a disposé de plus d'espace médiatique.

Il faut savoir aussi que RCTV, surtout RCTV, ainsi que Televen, Globovision et Venevision, avaient soutenu le putsch militaire du 11 avril 2002 contre Hugo Chavez, putsch qui a échoué grâce à l'intervention populaire. Mieux, le patron de RCTV, Marcel Garnier, qui possède en plus 40 chaînes de télévision locales, et qui avait ouvertement soutenu le coup d'Etat, n'a pas été emprisonné : il est resté libre. Mieux, il a poursuivi son activité après le coup d'Etat raté.

Or, dans n'importe quel pays démocratique, il aurait été poursuivi en justice et condamné. Poursuivons : sur les 709 radios du pays, 706 sont privées et majoritairement aux mains des opposants à Chavez. Enfin, tous les journaux sont privés et les grands titres de la presse du pays *El Universal* (140 000 exemplaires) et *El Nacional* (175 000 exemplaires), lesquels avaient également soutenu le coup d'Etat d'avril 2002 (sans être poursuivis), ainsi que la majorité des titres privés ont tiré à boulets rouges contre le leader vénézuélien. Face à cette armada médiatique, les médias pro-Chavez dont TeleSur, lancée en juillet 2005, avaient fort à faire. Dès lors, qualifier comme l'a fait Leopoldo Lopez, l'un des responsables du parti «Un nouveau temps» (principale force d'opposition) que la victoire du «oui» contre le «non» était celle de «Goliath contre David», est quelque peu risible. De ce fait, Hugo Chavez, qui avait vu son projet de révision rejeté en décembre 2007, a su cette fois-ci convaincre une majorité de ses concitoyens, afin de poursuivre sa mission au terme d'un mandat expirant en 2013, sur la base d'un bilan positif en termes de santé, d'éducation, de lutte contre le chômage et la pauvreté et, partant, d'une meilleure répartition du revenu national. Il veut poursuivre cette mission par les seuls moyens démocratiques, sans censure et sans limitation des libertés. Quant à ceux en Algérie qui osent des comparaisons hasardeuses avec le Venezuela, il faut rappeler simplement que chez nous les grands médias - TV et radios - sont aux mains du pouvoir, que l'opposition n'y a pas accès et qu'elle ne dispose ni du même espace d'expression, ni de puissants relais médiatiques comme c'est le cas de l'opposition vénézuélienne.

H. Z.

## GUADELOUPE

## Accalmie au lendemain des propositions de Sarkozy

**La tension a un peu diminué hier en Guadeloupe, plongée dans le chaos par un mois de grève générale, au lendemain de l'annonce par le président français Nicolas Sarkozy d'une enveloppe de 580 millions d'euros pour l'outre-mer.**

La nuit de jeudi à vendredi a été «plus calme que les précédentes», a indiqué la préfecture de Guadeloupe, après trois nuits de violences marquées notamment par la mort d'un syndicaliste. «Il n'y a eu aucun magasin pillé ou incendié», selon la même source, mais les forces de l'ordre ont encore essuyé des tirs d'armes à feu, à Gosier, station touristique proche de Pointe-à-Pitre, la ville principale de cette île française des Antilles.

Au total, les forces de l'ordre ont procédé à trois interpellations pendant la nuit. Les pompiers sont intervenus à 17 reprises, contre 40 la nuit précédente. Nicolas Sarkozy, rompant un silence public qui lui a été beaucoup reproché, a reçu jeudi soir les élus de l'outre-mer, auxquels

il a promis d'agir pour ramener la paix civile, au bout d'un mois de conflit. Le président français, qui doit se rendre en Guadeloupe en avril pour y ouvrir une série de consultations, a aussi annoncé un effort supplémentaire de l'Etat de 580 millions d'euros pour les départements d'outre-mer (DOM). Le gouvernement entend ainsi permettre une hausse de presque 200 euros des plus bas salaires, principale revendication du Collectif contre l'exploitation (LKP) qui mène le mouvement social dans l'île. Le patronat aurait à accomplir une part de l'effort, sous la forme d'une prime exonérée de charges. La mesure concernera, en cas d'accord quelque 45 000 Guadeloupéens (sur environ 450 000 habitants). Le leader du

LKP, Elie Domota, a annoncé quelques heures après l'intervention présidentielle la reprise hier à 15h00 (19h 00 GMT), des discussions officiellement interrompues depuis une semaine. Il s'est toutefois montré extrêmement circonspect, jugeant «particulièrement floues» les propositions faites par Nicolas Sarkozy. Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo, s'est montré «prudent» hier quant aux chances de réussite de l'accord. «Ce n'est pas parce que la solution est sur la table que l'accord est conclu», a-t-il dit.

«Le point dur, je l'ai dit depuis le début, ça ne m'a pas fait que des amis, c'était le patronat, qui considérait que tous les efforts salariaux qu'il devait faire devaient être compensés à 100% par l'Etat», a poursuivi M. Jégo. Le président français a aussi évoqué jeudi soir sur la télévision RFO l'arrière-plan historique du conflit, en évoquant

les «frustrations, les blessures, les souffrances» des habitants d'outre-mer.

Le conflit contre la vie chère entamé le 20 janvier en Guadeloupe a touché l'île voisine de Martinique début février. Dans ces départements d'outre-mer où le chômage dépasse les 20% et les prix sont très élevés, le conflit réveille aussi des tensions raciales entre la population noire et la minorité blanche, dont les familles de «békés», descendants des colons esclavagistes. Ces familles contrôlent une bonne partie de l'économie, dont la grande distribution, responsable aux yeux des grévistes du niveau des prix. Le président socialiste de la région de Guadeloupe, Victorin Lurel, a déploré hier cette «racialisation du conflit». «On voit les comportements : on brûle spécifiquement certaines entreprises appartenant aux blancs», a-t-il regretté.

## ISRAËL

## Netanyahu sera chargé de former le gouvernement

**Le président Shimon Peres a décidé hier de charger le chef de la droite Benjamin Netanyahu de former le gouvernement issu des élections du 10 février en Israël, annoncé la présidence.**

Entretemps, la chef du Kadima (centre droit), Tzipi Livni, a publiquement écarté la participation de son parti à un gouvernement dirigé par M. Netanyahu, chef du principal parti de l'opposition de droite Likoud. Ces annonces ont été faites après des entretiens de M. Peres à Jérusalem avec M<sup>me</sup> Livni et M. Netanyahu pour tenter d'obtenir un accord des deux principaux partis israéliens. Le Kadima avait devancé d'un siège le Likoud aux législatives, en obtenant 28 sièges contre 27 à son adversaire, mais M. Netanyahu dispose d'une majorité au Parlement avec l'alliance des partis d'extrême droite et religieux. «Le président a pris sa décision en ce qui concerne la formation du gouvernement et la présidence va convoquer le député Benjamin Netanyahu à 14h15

(12h15 GMT) pour que le président lui confie cette tâche», a annoncé la présidence dans un communiqué. Cette décision a été prise après l'échec d'une ultime tentative de M. Peres de convaincre M. Netanyahu et M<sup>me</sup> Livni de former un gouvernement d'union dirigé par le premier. Dès qu'il sera officiellement désigné par M. Peres, M. Netanyahu disposera d'un délai de 28 jours, prolongeable de 14 jours, pour obtenir l'aval de la Knesset. «Les choses sont désormais claires. C'est un gouvernement sans vision politique» que M. Netanyahu met en place, a déclaré M<sup>me</sup> Livni à la radio publique. «Un tel gouvernement n'a aucune valeur et je ne lui servirai pas de caution», a-t-elle souligné.

Elle a réaffirmé que le Kadima «veut une solution de paix basée sur deux Etats», un Etat palestinien aux côtés d'Israël, accusant le futur gouvernement Netanyahu, basé sur l'extrême droite, de s'y opposer. M. Peres s'était efforcé lors de ses consultations de convaincre les deux principaux partis d'Israël de s'unir pour éviter un cabinet restreint qui

risque d'enterrer le processus de paix avec les Palestiniens. M. Netanyahu avait dit qu'il inviterait M<sup>me</sup> Livni à entrer dans son gouvernement dès que le président l'aurait formellement désigné, «vu les grands défis auxquels Israël doit faire face : l'Iran, le terrorisme, la crise économique». Toutefois, il entend fonder à ce stade ce gouvernement sur une alliance avec l'extrême droite (laïque ou religieuse) et les partis ultra-orthodoxes, qui lui garantissent une majorité de 65 députés sur 120.

M<sup>me</sup> Livni avait déjà écarté à l'avance son entrée dans un tel cabinet après avoir en vain demandé la constitution d'un gouvernement qu'elle dirigerait en permutation avec M. Netanyahu. La veille, elle avait annoncé par message téléphonique aux 80 000 membres du parti qu'elle entendait «aller dans l'opposition pour représenter une alternative». Hostile à la création d'un Etat palestinien qui disposerait d'une réelle souveraineté, M. Netanyahu avait maintenu toutefois la floue sur ses intentions lors de sa campagne électorale.

## MADAGASCAR

## Les forces de l'ordre ont repris les ministères occupés

**Les forces de sécurité malgaches ont repris hier matin le contrôle de quatre ministères occupés depuis la veille par des partisans du maire destitué d'Antananarivo, a constaté un correspondant de l'AFP.**

Des membres des forces de sécurité étaient en faction autour des bâtiments hier matin après être intervenus dans la nuit pour déloger les partisans d'Andry Rajoelina. Selon la gendarmerie, une cinquantaine de personnes ont été interpellées lors de l'opération. Selon des témoins, quelques tirs sporadiques de sommation ont été entendus vers 3h30 (00h30 GMT) dans le quartier de la capitale où sont situés la quasi-totalité des ministères.

Tous les accès au quartier étaient gardés hier par les forces de sécurité. A la mi-journée, environ 5 000 partisans du maire destitué se sont rassemblés sur la place du 13-Mai, haut lieu de la contestation politique malgache, comme presque chaque jour. En début d'après-midi, les manifestants se sont dispersés

sans incident, a constaté l'AFP.

Jeudi, quatre «ministres», dont celui de l'Intérieur, nommés par le maire destitué d'Antananarivo, étaient entrés dans des ministères, sans provoquer de réaction des forces de l'ordre. Confronté à la plus grave crise politique de sa présidence,

le chef de l'Etat, Marc Ravalomanana, a, de son côté, nommé un nouveau ministre de l'Intérieur, ancien préfet de police de la capitale, «pour assurer adéquatement la sécurisation du territoire national», selon un communiqué. Après trois jours de manifestations et de tentatives infructueuses, quatre «ministres» nommés par M. Rajoelina étaient entrés dans les ministères de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure, de

l'Education et de l'Aménagement du territoire, et s'y étaient installés au nom de la «Haute-Autorité de transition» (HAT), proclamée par le maire destitué de la capitale.

A la suite de négociations avec les forces de l'ordre, les «ministres» avaient pu accéder sans heurts aux ministères quasiment désertés par leurs fonctionnaires, dans le centre d'Antananarivo, et avaient même changé les serrures.

## ÉGYPTE

## Cinq morts dans l'accident d'un avion ukrainien

**Les cinq membres d'équipage d'un avion cargo ukrainien sont morts hier dans l'incendie de l'appareil à son décollage de l'aéroport de Louxor, dans le sud de l'Egypte, ont déclaré des responsables aéroportuaires.**

A Kiev, un responsable du ministre des Transports, a précisé que les morts étaient quatre Belarusses et un Ukrainien. L'Antov 12 de fabrication russe avait fait escale à Louxor pour se ravi-

tailler en carburant. Il venait d'Ouganda et devait gagner l'Ukraine. Dans un premier temps, on avait indiqué à Louxor que l'avion venait de Tanzanie. Des pompiers et secouristes sont intervenus mais n'ont pu sauver l'équipage, a déclaré un responsable de l'aéroport. Il a ajouté que le trafic n'avait pas été interrompu par l'accident. Selon l'agence égyptienne Mena, le ministre de l'Aviation civile, Samir Faraj, s'est rendu à l'aéroport de Louxor avec une équipe d'experts qui doit enquêter sur les causes de l'accident.